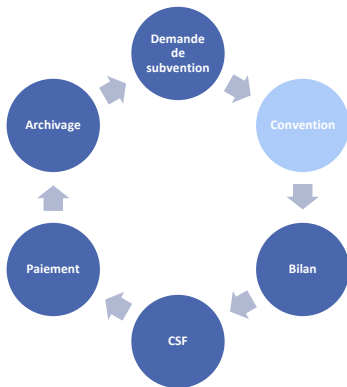


FICHE GENERALE III. CONVENTION ET AVENANT(S)



- ❖ A l'issue du processus d'instruction de votre demande de subvention via *Ma démarche FSE*, la convention vous est proposée pour signature. Il est conseillé d'en parapher les pages, annexes comprises.
- ❖ En amont de la convention, vous êtes destinataire d'une notification signifiant l'acceptation de votre projet.
- ❖ Le texte de la convention ainsi que ses annexes sont contractuels et vous lient juridiquement avec le Département pour l'obtention de la subvention FSE. La convention formalise en effet les engagements réciproques de l'organisme intermédiaire (le Département de la Dordogne) et de l'organisme bénéficiaire (le porteur de projet) en vue de la réalisation de l'opération sélectionnée.
- ❖ En cas de modifications substantielles survenant dans la vie du projet et/ou dans son budget, il est nécessaire de solliciter la réalisation d'un avenant.

METHODE

Il est important de bien lire et décrypter la totalité des éléments contractuels.

Sauf si elles ont fait l'objet de modifications suite à l'instruction, les annexes de la convention sont extraites de la demande de subvention, telles que rédigées par vos soins.

Les principaux éléments de la convention sont les suivants :

- Éligibilité temporelle : date de début et date de fin de l'opération (*art. 2 de la convention*)
- Actions éligibles (*art. 1 et annexe I et II*)
- Utilisation d'une **comptabilité analytique** ou, à défaut, d'une **codification adéquate** permettant une réconciliation des dépenses, ressources et recettes déclarées au titre de l'opération avec les états comptables et pièces justificatives afférentes (*art. 6*)
- **Production de bilan(s)** intermédiaire(s) et final
- **Production des pièces justificatives** (actions, ressources et dépenses) (*art. 7*)
- Coût total éligible (*HT ou TTC*) (*art. 3*)
- Subvention FSE maximale en euros (*art. 3*)
- Taux FSE maximal (*art. 3*)
- A noter le double plafonnement en montant et en taux du FSE : si vos dépenses sont supérieures aux prévisions, le montant de FSE ne sera pas supérieur au montant indiqué dans la convention, de même que le taux ne sera pas ajusté à la hausse si vos cofinancements sont inférieurs à ce qui était prévu.
- Application du taux forfaitaire pour les dépenses le cas échéant (15%, 20% ou 40%) (*art. 3*)
- Dépenses éligibles (postes et détail) (*annexe II*)
- Autres obligations conventionnelles relatives :
 - aux indicateurs (*art. 13*),
 - aux aides d'Etat (*art. 14*),
 - à la mise en concurrence (*art. 15*),
 - à la publicité (*art. 17 et annexe III*),
 - et à la conservation et présentation de pièces justificatives (*art. 19*).

Vous devez solliciter la réalisation d'un avenant dans les cas suivants (cf. article 9 de la convention FSE) :

- introduction d'une ou plusieurs nouvelle(s) action(s) ;
- introduction de nouveaux postes de dépenses ;
- introduction de ressources non conventionnées ;
- augmentation du montant FSE total ou du taux de cofinancement FSE prévisionnels pour l'ensemble de l'opération ;
- augmentation du coût total éligible de l'opération constatée sur un bilan intermédiaire ;
- prolongation de la période de réalisation de l'opération ;
- changement du mode de calcul de postes de dépenses conventionnés non couverts par un taux forfaitaire ;
- modification des modalités de versement de la subvention FSE fixées à l'article 5.

La modification des coordonnées bancaires fait l'objet d'une information écrite du bénéficiaire au service gestionnaire sans qu'il y ait lieu d'établir un avenant.

Peut également donner lieu à la conclusion d'un avenant une variation du coût total éligible prévisionnel annuel de plus de 30% dans la limite du coût total éligible conventionné.

Attention : l'avenant doit être réalisé avant que la convention soit terminée. N'hésitez pas à vous rapprocher du service FSE du Département (de préférence au moins 3 mois avant la fin de l'opération).

TEXTES DE REFERENCE ET OUTILS A DISPOSITION

- **Décret n°2016-279 du 8 mars 2016** fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020
- **Arrêté du 8 mars 2016** pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020
- **Arrêté du 25 janvier 2017** modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020
- **Fiche navette** « information de la structure au gestionnaire des modifications concernant le personnel permanent au cours de l'opération »

Mise à jour : mars 2018

Guide réalisé par



Fiches associées

- N°1 : [Eligibilité](#)
- N°3 : [Plan de financement](#)
- N°4 : [Indicateurs participants](#)
- N°5 : [Publicité](#)
- N°6 : [Principes horizontaux](#)
- N°7 : [Procédures d'achat de biens et de services](#)